

9 janvier 2005

Énergie et guerre

Le chaos irakien fera de l'élection du 30 janvier, s'il elle a lieu, une farce monumentale... et tragique. The Economist, hebdomadaire droitier, pro-étasunien et pro-guerre mais fort bien renseigné, de dire dans son numéro du 1er janvier :

"Si qui que ce soit s'approche trop de nous on leur en envoie plein la gueule" de dire un agressif lieutenant [de l'armée étasunienne]. "C'est plutôt honteux parce que ça veut dire qu'on a tué pas mal de gens innocents." [...] Parfois, les 'marines' disent qu'ils se cachent près du cadavre d'un rebelle et tue toute personne qui vient le chercher. Selon le lieutenant de 'marine' "il vient un moment où on n'a plus la patience d'attendre après les gars avec des armes, alors on se met à tirer sur n'importe qui... On en arrive à se ficher du mal que l'on fait."

Le résultat :

"Avec les rebelles dont on rapporte qu'ils administrent la justice criminelle et récoltent les taxes certains officiers américains disent qu'ils dirigent une 'administration parallèle'"

Qui contrôle le territoire ?

"Un gros indice est que les diplomates et les journalistes non-iraquiens peuvent à peine circuler librement en Iraq sauf en dehors de la zone kurde au nord par peur d'être kidnappé ou tué."

C'est à ce point qu'un analyste aussi chevronné que Gilbert Achcar se demande si le gouvernement étasunien, parce qu'il a été incapable d'empêcher la tenue d'élections sauf à vouloir s'aliéner la majorité chiite qui veut en profiter pour s'accaparer un pouvoir qui lui échappe depuis la colonisation britannique, ne cherche pas par désespoir à empêcher ou délégitimer les élections sachant que le gouvernement qui en sortirait exigerait le départ immédiat des troupes d'occupation. Car désormais impérialisme et démocratie sont incompatibles.

Voilà où mène l'impérialisme du pétrole dont le contrôle permettrait de contrôler le monde tant il est le sang qui coule dans les veines de l'économie néolibérale qui ne saurait être rentable sans un système de transport à bon marché. Raison de plus, sans compter le désastreux effet de serre dont il est la cause principale, pour s'en libérer en changeant le logique de la politique énergétique du monde.

Marc Bonhomme

Énergie Changer de logique

Les grandes puissances impérialistes mènent à l'échelle planétaire une politique énergétique qui conduit à coup sûr à des désastres écologiques irréversibles. Parallèlement, le contrôle des ressources énergétiques est au cœur de leur stratégie diplomatique et militaire. Une politique alternative est-elle possible ? C'est à cette question que Laurent Menghini s'efforce de répondre.

L'humanité fonce à toute vapeur vers la crise énergétique : la croissance capitaliste se nourrit de la dilapidation irresponsable de ressources fossiles (charbon, gaz naturel, pétrole) non renouvelables. Tandis qu'un milliard et demi de personnes sont encore privées d'électricité dans le monde, la débauche énergétique des pays industrialisés, première source de gaz à effet de serre, renforce de jour en jour un processus de réchauffement climatique à l'évolution imprévisible. L'humanité a enclenché un processus qu'elle ne sait pas maîtriser. Elle brûle des ressources qui ne pourront être reconstituées à échelle humaine, et dont les usages sont déjà très diversifiés, bien au-delà de la production d'énergie. Au rythme actuel de la consommation mondiale, on estime que les réserves utilisables de pétrole seront épuisées dans 47 ans et celles de gaz dans 67 ans. Certes, les niveaux des réserves sont certainement minorés pour de multiples raisons, mais ces chiffres ont le mérite de donner un ordre de grandeur.

Tension

La tension sur les ressources est de plus en plus perceptible. Plus que jamais, le contrôle du pétrole est un enjeu déterminant du maintien de la puissance économique. Tous les pays occidentaux sont en effet profondément dépendants de la fourniture de produits pétroliers et de gaz naturel en provenance d'autres régions du monde. L'arrêt des robinets et le blocage des tankers conduiraient à une crise d'une ampleur inimaginable. Les États-Unis sont très dépendants, autant sur le plan pétrolier que gazier. Derrière le rideau de fumée idéologique de sa prétendue indépendance, le capitalisme français ne fonctionne que grâce à de l'uranium, du gaz et du pétrole importés. La volonté d'assurer la « sécurité des approvisionnements » est donc au cœur des stratégies économiques, diplomatiques et militaires des grandes puissances.

Si les deux guerres du Golfe ne s'expliquent pas uniquement par le pétrole, la volonté des États-Unis de garantir le maintien d'un ordre régional à sa botte au Moyen-Orient se fonde de manière déterminante sur le fait que cette région renferme les principales réserves pétrolières et gazières connues. Une autre dimension doit être soulignée. Plus en aval de la chaîne, la libéralisation de la

production de gaz et d'électricité dans tous les pays du monde conduit à livrer au capital privé une activité longtemps à l'abri de ses appétits. Cette libéralisation, menée tambour idéologique battant au nom des intérêts des consommateurs, n'aboutit qu'à des inégalités renforcées, des profits et des désastres.

L'extrême complexité des marchés électriques et gaziers mis en place favorise la manipulation des prix, voire la corruption, et peut aboutir à des ruptures de fourniture d'énergie, comme l'a montré le scandale Enron. Le prix du gaz aux États-Unis a triplé en trois ans. Mais, au-delà, la libéralisation entraîne un transfert financier bien particulier : ce sont les ménages qui paient pour les rabais des prix accordés aux gros industriels. La privatisation d'EDF en France représente, dans ce cadre, une pièce maîtresse de la conquête par le capital de la maîtrise de l'électricité, bien public fondamental. Elle ne va pas manquer de se traduire par de profonds reculs pour les salariés de l'entreprise, mais aussi pour tous les « consommateurs » individuels.

Combat anti-impérialiste, combat social, combat écologique, la question énergétique est une question politique incontournable. Elle est au cœur de toute alternative visant à remettre en cause l'ordre établi. Cette alternative appelle plusieurs ruptures radicales : économies drastiques d'énergie, réduction radicale de la consommation pétrolière, bouleversement du secteur des transports, sortie du nucléaire, priorité aux énergies renouvelables, transferts de technologies vers le Sud, remboursement de la dette écologique et financière due aux pays du Sud.

Economies d'énergie

De très nombreux rapports officiels le montrent, les « gisements » d'économies d'énergie, à confort constant, sont considérables. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui comprend notamment tous les pays industrialisés, estime que les capacités de gains d'efficacité représentent 24 % de la consommation d'électricité projetée pour 2010 ou encore 33 % de la consommation projetée pour 2030. Dans un autre rapport, l'AIE prévoit qu'en 2030, si rien ne change, la demande mondiale d'énergie devrait augmenter de 59 %, 85 % de ces nouveaux besoins étant couverts par des produits fossiles - pétrole, gaz et charbon.

Des forces puissantes s'opposent à l'exploitation des gisements d'économies d'énergie. Ainsi, dans de nombreux pays, dont le nôtre, le pétrole représente une manne fiscale impressionnante et d'autant plus assurée que les débouchés, notamment le marché automobile, restent garantis et captifs. Le changement de politique énergétique appelle donc une réforme fiscale radicale [...] Tout indique que le réchauffement climatique est d'ores et déjà amorcé.

Il conviendrait donc de mettre en place un plan radical de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La mise en place du protocole de Kyoto est tout à fait insuffisante : il ne fera que ralentir l'augmentation des émissions, alors

qu'il conviendrait non seulement d'arrêter mais d'inverser la tendance. Au cœur du problème, le pétrole : 40 % des émissions de CO2 sont provoquées par les produits pétroliers. En premier lieu le secteur des transports : 50 % des produits pétroliers sont consommés dans les transports.

Si l'on examine de ce point de vue la politique de l'Union européenne (UE), qui se veut en pointe de la lutte contre le réchauffement, on constate que la directive de mise en œuvre du protocole de Kyoto - outre qu'elle est fondée sur la mise en place des marchés de droits à polluer - écarte le secteur des transports. Ce secteur fait l'objet par ailleurs d'une politique active de libéralisation conduisant à la croissance délirante du transport routier et du transport aérien, très polluants. L'UE se garde bien par ailleurs de remettre en cause le fonctionnement du transport maritime international par lequel transite une part très importante du pétrole importé : la mise en concurrence internationale des travailleurs de la mer et leur surexploitation est un élément clé du mode de valorisation de la ressource pétrolière pour le capital privé.

Une politique énergétique cohérente s'attaquerait donc en priorité au fonctionnement et à la structure du secteur des transports : suppression du transport routier pour les marchandises sur les longues distances, priorité aux transports en commun, à la bicyclette et à la marche dans les zones urbaines, ce qui suppose d'importants travaux d'infrastructures, taxation prohibitive des véhicules à forte consommation, développement du fret ferroviaire et du cabotage maritime, réglementation sociale dans le transport routier alignée sur le droit commun le plus favorable, notamment en termes de durée du travail. Rappelons que la compétitivité de la route n'est fondée que sur son exemption du paiement des coûts écologiques et sociaux qu'elle génère. [...] Sans cette ristourne, sans doute sous-évaluée, qu'en serait-il de bon nombre de délocalisations et d'organisations en flux tendus dont un maillon clé est le faible coût du transport routier de marchandises ?

Autre dimension essentielle, surtout [en France], d'une alternative énergétique : la sortie, la plus rapide possible, du nucléaire. Observons tout d'abord que les pays nucléaires sont aussi d'importants pays émetteurs d'émissions de gaz à effet de serre. Le nucléaire, en effet, n'alimente pas le transport routier. D'autre part, la prise en charge par le nucléaire d'une part importante de la production d'énergie - il ne représente aujourd'hui que 4 % de la production énergétique mondiale, et 15 % de la production énergétique française - supposerait la construction de milliers de réacteurs dans le monde. Or, aucun des problèmes du nucléaire n'est résolu : on ne sait pas traiter les déchets et on ne peut éliminer le risque d'accidents. Tous les grands pays nucléaires ont connu de sérieux accidents, à l'exception de la France. [...]

Pour une transition énergétique

[...] La faisabilité d'une transition énergétique écologique ne fait aucun doute, même si bien des questions restent ouvertes. Loin d'entraîner un retour à la bougie, elle signifierait une augmentation énorme du bien-être social : baisse de la pollution, désengorgement des villes, etc. Sa réalisation n'est pas d'abord une question technique, mais suppose d'affronter des intérêts et des lobbies installés au cœur du système capitaliste actuel. La bataille contre le réchauffement climatique et pour une autre politique énergétique ne saurait donc se concilier avec le capitalisme. En outre, loin de se cantonner à tel ou tel pays, elle ne peut que se déployer à l'échelle planétaire, les émissions de gaz à effet de serre ne connaissant pas de frontières.

Laurent Menghini

Source : Rouge, 7 janvier 2005